



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION GUYANE

Secrétariat général

Direction de la réglementation  
de la citoyenneté et de l'immigration

Bureau des élections  
et de la réglementation générale

Arrêté n° 2015 - 111 - 0004  
portant autorisation d'organiser une course pédestre intitulée  
« Cross inter-écoles Kayakou 2015 » le 22 avril 2015

**Le préfet de région Guyane**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1 ;
- Vu** le code de la route et notamment les articles R.411-29 à R411-32 ;
- Vu** le code du sport et notamment ses articles R331-3 à R331-17, A331-2 à A331-15 et A331-24 à A331-42 ;
- Vu** le courrier, parvenu en préfecture le 19 mars 2015, par lequel l'équipe éducative du groupe scolaire Parc Lindor, sollicite l'autorisation d'organiser une course pédestre réservée aux élèves de l'établissement, intitulée « Cross inter-écoles KAYAKOU », le 22 avril 2015, empruntant des voies publiques ou ouvertes à la circulation sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly ;
- Vu** l'attestation d'assurance émise le 24 mars 2015 par la MAE ;
- Vu** l'avis favorable émis par le maire de Rémire-Montjoly ;
- Vu** l'avis favorable émis par la directrice de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;
- Vu** l'avis favorable émis le général commandant la gendarmerie en Guyane ;
- Vu** l'avis émis par le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- Vu** l'avis favorable émis par le président du conseil général/direction des infrastructures ;
- Vu** l'avis émis par le directeur départemental des services d'incendies et de secours ;
- Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la région Guyane ;

**Arrête**

**Article 1 :** Le groupe scolaire Parc Lindor est autorisé à organiser une course pédestre réservée aux scolaires, intitulée « Cross inter-écoles Kayakou », le mercredi 22 avril 2015, sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly.

**Article 2 :** Les épreuves se dérouleront comme suit :

**Départ :** 08h00 – Devant l'école Parc Lindor.

**Circuit 1 800m 5ans.**

**Départ :** plateau sportif du parc Lindor : - rue bois Maho noir – rue bois Assao – rue bois Boco – rue bois Arouna – rue bois Canon .Arrivée - plateau sportif du parc Lindor.

**Circuit 2 1100 m 6ans – 7ans**

**Départ :** plateau sportif du parc Lindor – rue bois Maho – rue bois Kobé – rue bois Boco – rue bois Arouna – rue bois Canon – Arrivée plateau sportif du parc Lindor.

**Circuit 3 1300m 8ans – 9ans**

**Départ :** plateau sportif du parc Lindor.- Rue bois Maho Noir – rue bois Jaboti – rue bois Boco – rue bois Arouna – rue bois Canon – Arrivée - plateau sportif du parc Lindor.

1/2

**Circuit 4 1900m 10ans et plus.**

**Départ** : plateau sportif du parc Lindor – rue bois Maho noir – rue bois Assao – rue bois Boco – rue bois Arouna – rue bois Canon – rue bois Maho Noir - rue bois Kobé – rue bois Boco - rue bois Arouna – rue bois Canon.

**Arrivée** : 11h30 – plateau sportif du parc Lindor.

**Article 3** : La présente autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté, ainsi que des mesures suivantes.

**Article 4** : Il est demandé aux participants de respecter les règles de circulation aux abords de l'école, dans la résidence et de rester vigilants sur le parcours. Les concurrents et signaleurs devront occuper uniquement le côté droit de la chaussée.

L'organisateur devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des participants et des usagers de la route, l'itinéraire emprunté ne bénéficiant pas d'une priorité de passage.

**Article 5** : L'organisateur doit prévoir un dispositif de secours adapté encadré par les infirmières scolaires du Collège. Un système de liaison radio devra permettre de relier les signaleurs à la caserne de sapeurs-pompiers toute proche alertée par l'organisateur préalablement à la manifestation.

**Article 6** : L'organisateur devra prendre à sa charge les frais éventuels du service d'ordre exceptionnel mis en place à l'occasion du déroulement de la course.

Il devra en outre assurer la réparation des dommages, dégradations, modifications de toute nature de la voie publique ou de ses dépendances, imputables aux concurrents, à l'organisateur ou à ses préposés.

**Article 7** : La présente autorisation ne dispense pas l'organisateur d'obtenir toutes les autres autorisations nécessaires notamment auprès des autorités gestionnaires des voies routières empruntées. Après le passage des derniers participants, les organisateurs veilleront à ce que les abords de la route soient nettoyés (gobelets, bouteilles, etc...).

**Article 8** : La présente décision peut-être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous (1)

**Article 9** : Le secrétaire général de la préfecture de la région Guyane, le maire de Rémire-Montjoly, le général commandant la gendarmerie de Guyane, la directrice de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'organisateur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur sera adressée, et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Guyane.

Le préfet  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,  
**signé**

Thierry BONNET

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :

☉ un **recours gracieux adressé à** : Monsieur le préfet de la région Guyane – direction de la réglementation, de la citoyenneté et de la réglementation – bureau des élections et de la réglementation générale – rue Fiedmond – BP 7008 – 97300 Cayenne cedex

☉ un **recours hiérarchique, adressé à** : M. le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08. ☉ un **recours contentieux**, adressé au tribunal administratif de Cayenne – 7 Rue Schoelcher – 97300 Cayenne. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).